



Paris, le 11 mai 2011

Présentation du rapport

« France 2030 : 5 scénarios de croissance »

Mercredi 11 mai 2011

Intervention de Vincent Chriqui,
Directeur général du Centre d'analyse stratégique

Seul le prononcé fait foi

Pourquoi s'interroger sur la croissance ?

Le monde vient de traverser la plus violente crise économique et financière qu'il ait connu depuis la crise de 1929. Les défis auxquels l'ensemble des pays sont confrontés aujourd'hui sont sans précédent : **retour de la croissance et du plein emploi, transition écologique, restauration de la confiance, régulation de la finance, réduction des inégalités, ou encore assainissement des finances publiques**. Tous ces objectifs sont importants au même titre pour construire une société durable, mais **certains voudraient les voir contradictoires** : comme si la régulation financière, la préservation de l'environnement, la lutte contre les inégalités, auraient chacun un « coût » en croissance.

Face à ces enjeux, le Centre d'analyse stratégique a pris l'initiative d'établir, avec la Direction générale du Trésor, un diagnostic partagé et minutieux des perspectives de croissance de l'économie française, intégrant autant que possible ces différentes dimensions, afin d'éclairer non seulement les décideurs de la politique économique, mais aussi les citoyens, les entrepreneurs, l'ensemble des acteurs économiques pour **construire une vision partagée de l'avenir économique de notre pays**. En effet, l'hypothèse d'un déclin durable par rapport aux économies émergentes, voire par rapport à nos partenaires européens, surplombe trop souvent les débats français sur les enjeux de l'après-crise **quand bien même la France est, parmi les pays développés, l'un de ceux qui ont le mieux résisté à la crise**, avec un repli de son produit intérieur brut limité à 2,6 % en 2009, contre 4,1 % dans la zone euro et 4,7 % en Allemagne. Or, **sans confiance dans les perspectives économiques de notre pays, les entreprises ne peuvent plus investir, les ménages préfèrent épargner plutôt que consommer et la reprise ne peut être que molle**.

Quelle croissance ?

S'il est une option que ce rapport ne retient pas, c'est celle du renoncement à la croissance : sans une croissance plus élevée, aucun des objectifs auxquels nous aspirons ne pourra être atteint. Pour autant, **la croissance** française, et plus généralement celle de l'ensemble des pays, **doit changer de nature** pour être soutenable. Par exemple, la stagnation des revenus de la moitié la plus pauvre aux États Unis n'est pas étrangère à l'emballement du crédit et finalement à la crise. Par ailleurs, les pressions de l'économie sur l'environnement et la rareté de plus en plus prégnante des matières premières rendent nécessaires des réorientations majeures de la croissance. Les contours de ces « nouveaux modèles de croissance » ont déjà été explorés par le rapport du groupe de travail du Centre d'analyse stratégique qu'a présidé Daniel Cohen sur la sortie de crise. Sans revenir en détail sur ces nouveaux modèles, ce rapport vise à les intégrer dans un cadre plus global pour donner des évaluations chiffrées de niveaux de croissance atteignables compte tenu de ces contraintes, les conditions de leur réalisation et les pièges à éviter.

Aucune de ces questions n'est spécifique à la France et le contexte international, modelé notamment par la **gouvernance mondiale en train de se mettre en place**, aura un impact majeur sur les trajectoires de la France et de l'Europe. Elles trouvent cependant un écho particulier dans **un pays soucieux de maintenir son rang de cinquième économie mondiale, qui cherche à préserver un modèle social** construit pendant une période de forte croissance et dont les passifs accumulés (dette publique et engagements sociaux) ne seront honorés que si le pays parvient à la fois à mettre en oeuvre un effort budgétaire significatif et à infléchir à la hausse sa croissance potentielle.

Pour éclairer les termes de ce débat et mieux comprendre les mécanismes par lesquels se forme la croissance, il nous a semblé indispensable d'approfondir l'analyse des déterminants de la croissance potentielle de la France.

L'exercice auquel nous nous sommes livrés consiste à **détailler les mécanismes économiques par lesquels la croissance potentielle de la France a pu être durablement affectée par la crise ainsi que ceux par lesquels elle pourra rebondir**, sur la base d'un diagnostic partagé par le plus grand nombre au sein de la communauté des économistes.

Les facteurs de la croissance

Le capital

Le changement le plus évident qu'a entraîné la crise touche au secteur financier. **Le *statu quo* en la matière n'est pas une option** si on veut prévenir d'autres crises économiques majeurs. Le renforcement de la régulation bancaire, préfiguré par la mise en place de Bâle 3 (augmentation des ratios prudentiels) devrait garantir des économies plus stables, éventuellement au prix d'une légère hausse sur le coût du capital. Mais au-delà de la réglementation financière, le rythme d'accumulation du capital en France dépendra à la fois de la qualité des politiques économiques mises en œuvre en France et en Europe et de la trajectoire des économies émergentes et des États-Unis. Plusieurs évolutions des conditions de financement de l'économie sont envisageables.

Une hausse du coût réel du capital dans un contexte de déflation et de défiance généralisée, serait défavorable aux investissements productifs, à la R&D et à la mise en œuvre de projets de grande envergure. À l'inverse, le maintien d'un coût du capital à un niveau relativement bas pourrait encourager les prises de risque inconsidérées et une mauvaise allocation du capital. Le risque est que l'investissement reste dynamique mais soit mal orienté, peu soucieux des perspectives de long terme (soutenabilité financière, soutenabilité environnementale), ce qui *in fine* pénaliserait la croissance.

L'enjeu est donc de trouver, dans chaque circonstance, un *policy-mix* équilibré, permettant de réaliser les ajustements budgétaires nécessaires en sortie de crise tout en soutenant les efforts d'investissement favorables à une mutation des modèles de croissance. Ce *policy-mix* nécessitera aussi une **coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de la zone euro et au-delà, avec les grandes économies développées et émergentes**. Ainsi, si la baisse sans précédent des taux d'intérêt directeur tant en Europe qu'aux États Unis fût l'un des éléments clé pour amortir la crise, le maintien de taux d'intérêt très bas pendant trop longtemps risquerait d'alimenter des bulles en sortie de crise et ainsi de préparer la crise future. Mais une remontée trop rapide des taux d'intérêt casserait la reprise de l'investissement et rendrait plus difficile la nécessaire consolidation budgétaire des États qui se sont lourdement endettés pendant la crise pour stimuler l'économie.

Productivité et secteurs

Une grande incertitude pèse sur la trajectoire de gains de productivité après la crise. Dans les années 1970, chocs pétroliers et ralentissement des gains de productivité ont été simultanés et la tendance des gains de Productivité Globale des Facteurs semble s'infléchir depuis. Pour autant, rien ne permet de généraliser cette concomitance, les crises pouvant être l'occasion de réorienter l'appareil productif national sur une trajectoire soutenable pour que la France puisse conserver une place de premier ordre dans l'économie mondiale.

En effet, de **nombreuses opportunités sectorielles se dessinent en sortie de crise et offrent la possibilité de définir les contours de nouveaux modèles de croissance**. Ainsi, le développement des TIC pourrait trouver un second souffle grâce au développement des synergies avec les domaines de la santé, de l'éducation, de la lutte contre le changement climatique par exemple. En 1987, 10 ans après la révolution des ordinateurs personnels, l'économiste Robert Solow a eu cette phrase restée célèbre : « *You can see the computer age everywhere but in the productivity statistics* ». Ce n'est qu'en 1995 que la productivité de l'économie américaine a commencé à grimper grâce aux ordinateurs et ce jusqu'en 2004. En effet, c'est à travers la réorganisation du travail que les gains de productivité peuvent se manifester. Ainsi, si dans un premier temps l'e-mail a pu remplacer le courrier, apportant certes un gain de temps et une réduction des coûts, les possibilités offerte par les technologies de l'information vont bien au-delà : le travail collaboratif, dont l'efficacité est démontrée par le site Wikipedia ou le développement des logiciels libres, montre que **notre organisation du travail n'a pas achevé sa mutation**.

De plus, les évolutions de société, le vieillissement de la population et la tertiarisation de plus en plus importante de l'économie, offrent également la possibilité de développement de nouveaux secteurs et produits. En effet, en 2030, selon l'INSEE, la population française des 60 ans et plus devrait atteindre environ 20 millions de personnes, soit 7 millions de plus qu'en 2005. L'adaptation des produits s'inscrit par exemple dans la démarche du « **design universel** » ou « design pour tous » qui vise à développer des biens utilisables par l'éventail le plus large d'utilisateurs. Par ailleurs, à l'image du Japon, il faudrait investir davantage dans le secteur de la robotique, de la domotique et des TIC, des applications spécifiques aux seniors pouvant largement être développées dans ce domaine. Par exemple, le secteur des gérontechnologies et des dispositifs médicaux (audioprothèses, notamment) est **porteur de perspectives favorables pour l'emploi hautement qualifié** en France et constitue un des moyens de faire face au vieillissement. Par ailleurs, le développement des services à la personne constitue un gisement non négligeable d'emplois non délocalisables.

Enfin, la prise en compte, nécessaire, de la contrainte environnementale suppose des coûts à court et moyen terme mais peut engendrer des gains liés à l'innovation notamment et favoriser la croissance à long terme. Ainsi, bien qu'ayant aujourd'hui du retard sur les technologies carbonées, le soutien public aux énergies renouvelables et l'amélioration de la performance énergétique de l'économie, au cœur du Grenelle de l'environnement, permettra à terme d'offrir des technologies alternatives au pétrole tout en réduisant la facture énergétique.

Travail

En dépit du vieillissement de sa population, la France bénéficie d'une démographie dynamique comparée à ses partenaires européens. Entre 2010 et 2030, la France compterait 500 000 actifs supplémentaires selon l'INSEE. Compte tenu du niveau élevé actuel du taux de chômage, la contribution du travail à la croissance potentielle dépendra aussi de l'évolution de la situation sur le marché du travail.

À court terme, la situation sur le marché du travail est détériorée dans de nombreux pays développés, avec des taux de chômage supérieurs à 9 %. Ces taux de chômage élevés masquent des modalités d'ajustement hétérogènes de l'activité et de l'emploi. Ainsi, à chute de l'activité comparable, l'ajustement s'est plutôt fait par la réduction des effectifs employés aux États-Unis et par la réduction des heures travaillées en Europe. En France, comme dans beaucoup de pays développés, l'augmentation conjoncturelle du chômage semble accélérer les mutations d'ordre structurel sur le marché du travail liées à une tertiarisation continue de l'économie, une féminisation des emplois, des besoins croissants de cadres compatibles avec une augmentation du niveau de formation mais aussi des besoins croissants d'emplois peu qualifiés dans les services.

Même si la crise s'est accompagnée en France d'une augmentation du chômage conjoncturel plus faible qu'on ne pouvait le craindre compte tenu de la baisse de l'activité, elle risque toutefois d'ajouter une nouvelle couche à un chômage de long terme déjà relativement élevé avant crise. Des politiques susceptibles de contribuer à un retour à terme vers le plein emploi sont donc nécessaires à court-moyen terme.

Les incertitudes restent bien évidemment grandes, mais cette analyse nous a permis de construire 5 scénarios dont les probabilités de réalisation peuvent être largement infléchies par les politiques que nous mènerons. Ces scénarios illustrent que loin d'être contradictoires, croissance économique, emploi, transition écologique et réduction des inégalités peuvent se renforcer mutuellement. Je laisse maintenant la parole à Benoît Cœuré pour présenter ces 5 scénarios.

• Contact Presse

Centre d'analyse stratégique

Jean-Michel Roullé

Responsable de la communication

Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37

jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr